



ORGANE DE L'UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS DE LA LOIRE INF^{RE}

ACTION. EDUCATION SYNDICALES - DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Siège Social : BOURSE DU TRAVAIL
Rue Arsène-Leloup - NANTES

— TÉLÉPHONE 145.88 —
Abonnement : 5 francs par an
Paraissant le 6 et le 20 de chaque mois

Rédigé et composé exclusivement par des camarades syndiqués
La Correspondance doit être adressée
au Secrétaire de l'Union Départementale

NOTRE OPINION

Vers l'action

Dans le numéro du "Réveil Syndicaliste" du 6 mars, nous avons reproduit le manifeste adressé au peuple par le Comité National de la C. G. T. Ce manifeste précise dans des idées-force les objectifs les plus pressants à atteindre.

L'heure n'est plus aux meetings, aux manifestations plus ou moins bruyantes avec ordres du jour, mais à l'édification d'une action constructive, tenant compte de l'ensemble des revendications du monde du travail et qui permette, tout à la fois, d'affranchir la démocratie de la pression des puissances d'argent, d'obtenir la représentation directe de tous les éléments du travail, de réaliser certaines réformes susceptibles de remédier aux maux engendrés par la crise, de rallier enfin autour d'un programme bien défini toutes les masses laborieuses.

Pour réaliser ce programme, le faire connaître ensuite, les travailleurs se doivent plus que jamais de compter sur eux, de conjuguer leurs efforts au sein des organisations syndicales, d'appliquer avec discipline les décisions prises dans les différentes réunions d'étude suscitées par les unions départementales ou les unions locales.

Discipline, obéissance, sont indispensables dans nos rangs si nous voulons réussir à implanter dans l'opinion publique la nécessité et l'efficacité de nos solutions ; faire, par la démonstration d'arguments simples et de bon sens, qu'une majorité dans le pays se dessine favorable aux mesures préconisées par notre Centrale ouvrière.

Qu'on ne se leurre pas, c'est là une lourde et difficile tâche. Elle nécessitera l'utilisation complète des moyens dont nous disposons, le choix d'une méthode, la concentration de tous nos efforts, et, de chacun de nous : de la volonté, de la ténacité, de l'initiative et du dévouement.

Nous n'oublierions pas que nous allons être seuls pour gagner à nous l'opinion, que nous n'aurons pas le concours de la Presse qui saura, en cette circonstance, pratiquer une conspiration du silence ; qu'il nous faudra vaincre tous les préjugés, détruire toute l'argumentation spécieuse de nos adversaires, déterminer dans notre sens par des mesures bien étudiées qui, une fois adoptées trouvent au moment de leur application le maximum de bonnes volontés et de dévouement.

Aucune illusion à se faire. Contre nous, contre l'action que nous allons entreprendre, se dressera une mobilisation de toute la Presse à gages. Des plumes improbables s'avèreront hostiles à nos réformes. Notre rôle consistera à les démasquer, à rectifier les propos ou les écrits tendancieux d'informateurs malhonnêtes, à être sans ménagement envers nos détracteurs.

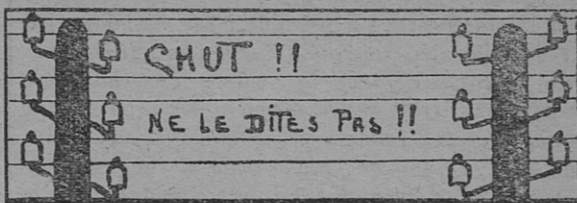
Dans ce chemin, une fois tracé, rien ne pourra et ne devra nous arrêter. Devant le chômage qui s'accroît, la misère qui grandit, l'anxiété qui se propage, il est indispensable d'établir une fois pour toutes les responsabilités de cet état de choses ; de faire un choix de solutions qui conduisent notre action, décuplent nos énergies, suscitent l'enthousiasme et n'éparpillent plus notre activité en de vaines et inutiles démonstrations.

Le monde du travail, dans le marasme actuel de l'économie, attend des réalisations. Nous saurons les lui donner et, pour cela, il faudra vouloir, exprimer autrement que par des discours savants, des théories plus ou moins abstraites, le vœu général qui perce des masses laborieuses.

Echaffauder, construire, tendre à l'application ensuite, loin des clans, loin des coteries, tel doit être notre but.

Pour cette œuvre concrète, la Confédération Générale du Travail sur ses bases matériel et moral de tous les travailleurs. A nous de ne pas le lui ménager et de bien comprendre notre rôle.

LE RÉVEIL SYNDICALISTE.



Le journal "Le Matin" a repris il y a quelques jours l'histoire des chemins de fer. Il l'explique : " Les salaires payés au personnel coûtent aux réseaux 165 jours d'exploitation ".

Ainsi présenté, le déficit semble incomber au personnel et la solution qui en découle est évidemment une réduction des salaires. Certes, les relèvements des traitements, salaires et retraites des cheminots ont augmenté les dépenses annuelles des réseaux mais, les véritables causes du déficit sont dues : à la crise économique générale qui a contribué à l'effondrement des recettes ; à la concurrence croissante faite depuis quelques années aux chemins de fer par l'automobile, la navigation, l'aviation et aussi, il faut le dire, à une mauvaise gestion.

Mais, " Le Matin " se garde bien de le dire.

Maurras et de Kerillis se connaissent-ils bien ? Faisons-leur confiance et, gardons-nous bien de les contredire. Pour Maurras, de Kerillis est une " bourrique " à la solde de la police, un traître qui fait pour de l'argent le jeu de l'Allemagne, un ousticard, un menteur (Action française du 16 et 22 octobre 1933).

Pour de Kerillis, Maurras est un vieux doctrinaire au cœur desséché, un misérable et un vieux poltron, un coquin, un lâche qui envoie les jeunes à des barricades contre les Français (Echo de Paris du 15-17-19 octobre 1933).

Pour plus amples renseignements, lisez l'article intitulé : " Peints par eux-mêmes " paru dans le journal " La Lumière " du 10 mars.

La logique et le bon sens dominant à la fin les routines et les timidités : quand on envisage le chômage, c'est la réduction, seule, des heures de travail qui finit par s'imposer, et non la réduction des salaires.

TRIBUNE SYNDICALE

Lutte de classes

Il est des mots dont la fortune même, dont la puissance expressive et la force réelle, ne vont pas sans quelque danger. Le danger de l'incompréhension, les inconvénients de l'équivoque. Ainsi, pour les termes " lutte de classes ". Qui de nous ne les a point employés, ou dans l'écrit, ou dans le discours ? Mieux encore : quel syndicaliste, digne de ce nom, oserait les rejeter ? On ne rejette pas un fait. Et la " lutte de classes " en est un, le plus formidable de tous. Il a pesé sur l'histoire des peuples, il domine le présent, il détermine notre devenir. Ainsi que l'a reconnu nettement, dans son récent ouvrage, un écrivain chrétien fort avisé, Daniel Rops (1), ce fut l'honneur du marxisme de déchirer les voiles métaphysiques dont les théoriciens entouraierent jusqu'alors la vie et l'évolution des sociétés, pour y faire apparaître, aux yeux des moins avertis, le facteur déterminant des mouvements sociaux : l'intérêt. Mais, quand il conçut et développa sa thèse éclatante du matérialisme historique, Marx ne voulut pas nier les forces spirituelles. Les élans de l'idéal, le dynamisme des générosités, la puissance même des nobles illusions, n'échappèrent pas à son regard acéré. Il entendit marquer, cependant, — et de quelle forte empreinte ! — que les mobiles moraux avaient été, de tous temps, et devenaient de plus en plus, au fur et à mesure, des progrès industriels, les esclaves souvent inconscients, toujours soumis, des nécessités du capitalisme, enserrant l'individu jusqu'à l'éteouffer, le dominant jusqu'à l'abolir.

D'aucuns observeront que ces mobiles matérialistes ne régissent pas seulement la vie prolétarienne — soumise par force à leur pesée, — qu'ils sont aussi, et plus fortement encore, la raison d'être de l'activité capitaliste, les malins démons conduisant, en toutes circonstances, l'activité des possédants. Et c'est vrai. Ici le mot de Jean-Jacques-Rousseau s'applique pleinement : « tel se croit le maître des autres qui ne laisse pas d'être plus esclave qu'eux. » Alors, reprennent certains écrivains de tendances chrétiennes, le problème est psychologique. Il faut faire à l'homme une âme nouvelle, extirper le matérialisme de son esprit, au lieu de se battre pour répartir les profits que ce matérialisme peut se procurer. Marx voit la solution du problème dans la matière. Nous, la voyons dans l'esprit. Marx nous invite à nous disputer des richesses, parfois illusoire. Nous préférons la persuasion, la propagande, la victoire de l'âme sur les choses. Ensuite, la " charité " triomphante les répartira, ces choses, et de cette répartition équitable, nul se se plaindra.

Ceux qui raisonnent de la sorte — et c'est là que je veux en venir — sont plus près qu'ils ne se l'imaginent des vraies pensées de Karl Marx. Ce génie n'a pas prôné la " lutte de classes " comme un système éternel, comme une fin. Il a constaté que, dans une humanité évoluant à travers l'inégalité des moyens matériels, il devait forcément y avoir, pendant la période capitaliste, des exploités et des exploités, des salaires chichement dispensés, des profits largement servis. Il a aperçu et affirmé qu'au cours de cette exploitation systématique d'une majorité par un groupe, l'antagonisme des intérêts irait s'avivant jusqu'à prendre la forme d'une lutte de

Un hommage imprévu

Il faut le proclamer hautement, le succès triomphal de la journée du 12 février est dû pour une large part à l'orientation prise par la C. G. T. depuis la guerre, à l'indépendance absolue qu'elle a su conserver vis-à-vis des formations politiques. aux indications clairvoyantes qu'elle a proposées pour résoudre les problèmes économiques.

Certes, trop peu de ses suggestions sont passées dans la réalité des faits. Mais à qui la faute si elle n'a pas eu la force suffisante de les imposer à des gouvernements débilés, sans audace, sans âme, esclaves trop souvent des puissances mauvaises. A qui la faute ? Pour avoir osé affirmer qu'il était possible et nécessaire d'harmoniser les intérêts du prolétariat avec les intérêts généraux du pays, de les opposer clairement à la coalition égoïste des appétits capitalistes, elle a été traitée de fanatique et de politicien borné. Ils ont répandu partout des accusations infâmes, des rumeurs de trahison. Ils ont ainsi excité contre elle une fraction combative de la classe ouvrière dont l'ardeur et l'enthousiasme lui eussent été si précieuses.

Mais, d'autre part, son attitude prudente et digne, exempte de basse démagogie, inspirée par le souci constant d'améliorer la condition des travailleurs, lui a conquis ailleurs des sympathies ; elle exerce un ascendant considérable sur de nombreux esprits favorables au progrès social, et rayonne sur une partie importante de l'opinion démocratique. On se rend compte — même hors de nos milieux — que ni la France, ni l'Europe, ne seraient tombées dans le gâchis et le chaos — si la politique internationale et la vie intérieure du pays s'étaient pénétrées davantage de l'esprit résolument constructif des solutions confédérales.

Notre mouvement n'a donc aucune responsabilité dans la cascade fatale d'événements qui ont abouti aux émeutes sanglantes du 6 février.

Mais, pourtant au lendemain de cette soirée tragique, la C. G. T. est apparue comme la seule force capable de défendre les libertés prolétariennes contre la ruée sauvage de la réaction déchaînée. Dans le désarroi lamentable des partis, elle est apparue au peuple de France comme l'espoir suprême de son salut. La journée du 12 Février a transformé la psychologie de la masse ouvrière qui a retrouvé aussitôt sa force et repris confiance en sa mission libératrice.

Plus d'un de ses adversaires d'hier, lui rend justice aujourd'hui ! Le hasard d'une rencontre m'a mis en présence d'un militant communiste qui joua ces dernières années un rôle important dans la Région. « La C. G. T., dit-il, vient de prouver qu'elle est le seul rempart que nous ayons contre le fascisme. »

La belle, l'éclatante revanche que cet hommage imprévu ! Je n'ai pas eu la cruauté de répondre à ce camarade de bonne foi que si la C. G. T. était encore debout, ce n'est certes pas de sa faute, ni de la faute de ses amis, mais j'ai tenu tout de même à lui rappeler que l'un des éléments de notre force actuelle, c'était notre désir farouche de ne point confondre le syndicalisme avec la politique, notre souci constant de nous tenir toujours au-dessus des querelles de partis.

Au lendemain de notre victoire — dans le désordre et la confusion de tant d'esprits, — sachons garder plus que jamais notre indépendance et la maîtrise absolue de notre action !

UN INSTITUTEUR SYNDICALISTE.

classes. S'est-il trompé ? Les faits actuels répondent par eux-mêmes.

Mais par cela seul qu'il a prédit la lutte de classes, Marx a clairement dégagé que cette lutte ne pouvait constituer une forme permanente de la vie sociale ; il a annoncé la fin du capitalisme, simple « catégorie historique » à ses yeux ; il a précisé les causes de cette chute ; il a tracé les lignes pures d'une cité spirituelle où l'humanité entonnera son chant de liberté glorieuse sur la fatale défaite de la matière. C'est pourquoi notre lutte syndicaliste est et demeure, par excellence, la lutte suprême de l'esprit humain.

1) Daniel Rops, Eléments de notre Destin.

LES RÉUNIONS

Habillement

A l'occasion du Congrès régional de la Fédération de l'Habillement, tenu au Mans le 25 Février, les trois syndicats de cette industrie à Nantes, Tailleurs-apieceurs, Culottières-giletiers, et l'Habillement militaire, avaient fait appel au Secrétaire fédéral, le Camarade Bonnet, pour leurs réunions corporatives. Deux réunions ont eu lieu le 27 Février ; une, rue de Coulmiers à 18 heures pour l'Habillement militaire, présidée par la Camarade Derenne et l'autre à la Bourse du Travail, à 20 h. 30, pour les Tailleurs-Apieceurs et les Culottières-Giletiers, présidée par le camarade Boquet, des Tailleurs-apieceurs, assisté des camarades Emeriau, Secrétaire des Culottières et Chauvat.

C'est devant un très grand nombre de corporants que le camarade PÉNEAU, Secrétaire de l'U. D. prit la parole ; après avoir salué Bonnet, il fit un compte rendu succinct du dernier Comité Confédéral National et un appel aux ouvrières et ouvriers de l'Habillement pour les manifestations qui doivent se tenir à Nantes le 18 Mars, à Paris, les 7 et 8 avril. Il souligna l'importance et les résultats de la grève générale du 12 février lancée par la C. G. T. Celle-ci a voulu montrer sa puissance et indiquer qu'elle était non seulement disposée, mais prête à défendre ses libertés et ses droits acquis. Les applaudissements qui terminèrent l'exposé de Péneau prouva que les ouvrières et les ouvriers de l'Habillement étaient en plein accord avec la décision de la C. G. T.

BONNET qui succéda à Péneau fit un compte rendu du Congrès régional du Mans où 8 syndicats étaient représentés : Saumur, Angers, Alençon, Rennes, Brest, Le Mans et 2 de Nantes.

Il exposa l'action fédérale, les différents problèmes qui préoccupent la classe ouvrière et démontra que le mouvement du 12 Février n'avait rien de commun avec un mouvement de tendance politique ; la liberté ne s'acquiert, dit-il, qu'au prix de sacrifices ; ceux qui rêvent de force et de violence savent qu'ils ont devant eux des défenseurs résolus de cette liberté ; il faudra à la C. G. T. le concours moral et matériel de tous les travailleurs. Je fais appel aux corporants de l'Habillement pour qu'ils placent un grand nombre de cartes éditées par la C. G. T. dont le but est de faire face aux dépenses que nécessitera son action. L'exposé de Bonnet fut à plusieurs reprises vivement applaudi.

A l'issue de ces deux réunions, et pour répondre à l'appel de l'Union Départementale, trois subventions furent votées : 400 fr. par les Tailleurs-Apieceurs, 400 fr. par les Culottières-Giletiers, 450 fr. par les ouvrières de l'Habillement militaire, ce qui fait honneur à ces syndicats si l'on considère le nombre restreint d'adhérents qu'ils groupent.

Révisions foncières

Réunion extraordinaire samedi 10, au Café de la Régence, à Nantes, à 18 h. 30 ; les deux tiers de la section sont présents. Le Gludic préside ; il met l'Assemblée au courant de la décision de l'Administration de faire chômer les agents un jour par semaine, en raison de la diminution des crédits de 9.100.000 francs. Cette diminution, Le Gludic fait remarquer que seuls, les petits en font les frais ; il réfute l'argument tendant à faire croire à une erreur du Secrétaire général et du Bureau national. Cette mesure catastrophique n'a été envisagée qu'in extremis au moment où l'Administration s'appretait à licencier 1.200 employés, soit presque la moitié du personnel.

A l'unanimité, l'action de Fruchon est approuvée. Le Gludic fait voter une subvention de 25 francs pour la manifestation de Paris et 9 adhésions au Comité des Loisirs sont recueillies. Séance levée à 20 heures.

Ouvriers Menuisiers en Bâtiments et Maritimes

La Chambre syndicale convoque ses adhérents à la réunion extraordinaire qui se tiendra le Vendredi 23 mars, à 18 h. 30, à la Bourse du Travail. A l'ordre du jour : lecture de la correspondance et du procès-verbal, adhésions et cotisations, application des décisions de la C. G. T., tirage de l'abonnement au *Peuple*, renouvellement du bureau. Le Secrétaire : MASSON.

Ouvriers des P. T. T.

Le Personnel des services techniques des P. T. T. est prié d'assister à la réunion extraordinaire du Dimanche 25 mars, à 9 heures, à la Bourse du Travail. Présence indispensable. Le Secrétaire : HATET.

Employés et Ouvriers des Tramways

La Caisse de secours de l'Orphelinat de cette corporation adresse un dernier appel aux adhésions pour 1934. Elle rappelle que conformément à la décision de l'Assemblée générale, les adhésions 1934 seront closes au 31 mars pour les agents ou leurs conjoints actuellement en activité de service à la C^e de T. N. Il sera fait exception pour les agents nouvellement entrés. Que les camarades retardataires se pressent à venir grossir le nombre des adhérents s'ils veulent participer à une des plus belles œuvres de leur organisation syndicale. Le Président : A. ROUMAS.

Municipaux

L'Assemblée générale a eu lieu le Mardi 6 mars, sous la présidence de Péneau, secrétaire de l'U. D. Il remercia le syndicat de son invitation et dit sa satisfaction d'avoir vu les municipaux participer en aussi grand nombre à la grève du 12 Février. Puis il fit un compte rendu du dernier Comité National et exposa les moyens d'action préconisés par la C. G. T.

Thomaré rendit compte des affaires courantes et des résultats obtenus dans la lutte contre la dimi-

nution des traitements. Il fit connaître la tentative d'unité faite près de l'Amicale des employés et la dérobade du bureau de ce groupement.

Il demanda à tous les camarades qui, pour des motifs quelconques, n'ont pas cru devoir faire grève le 12 Février, de bien vouloir laisser leur journée de travail à l'organisation pour lui permettre de continuer la lutte avec le maximum de moyens.

Puis Michaud, secrétaire fédéral, demande aux camarades de se rallier à la proposition du secrétaire, démontrant la nécessité devant les événements actuels, de se montrer unis plus que jamais. Il fit l'apologie du mouvement syndical depuis 1789, son rôle dans le passé et le rôle qu'il doit avoir dans l'avenir. Son brillant exposé fut chaleureusement applaudi.

Péneau remercia l'assemblée et met l'appel aux voix.

Adopté à l'unanimité

Le 7 Mars, réunion de propagande salle du Conseil municipal pour les employés des services centraux.

Notre camarade Terrien préside, assisté d'un camarade employé et d'un camarade ouvrier.

Thomaré expose l'état des revendications et les résultats obtenus depuis la formation de la section.

Bossis, après avoir parlé de la tentative d'unité préconisée par le syndicat, fit un parallèle entre l'action des divers groupements existant dans les services municipaux. Puis, voyant dans la salle le président du syndicat chrétien et de nombreux amicalistes, il met en relief l'action du syndicat confédéré et compare l'action fermée des autres groupements avec celle du syndicat où chacun peut y défendre sa thèse.

Il invite les chefs des groupements présents à prendre la parole après l'audition des orateurs inscrits.

Médori, après s'être étonné d'apprendre que d'autres groupements existent chez les municipaux, exposa les raisons ayant amené les fonctionnaires au syndicalisme, il dit sa foi dans la C. G. T. libérée de toute entrave politique et religieuse. Analysant le mouvement du 12 février, il démontra son caractère strictement syndicaliste détruisant la légende de la grève politique. Son discours fit une forte impression sur l'auditoire qui l'applaudit chaleureusement.

Michaud remercia Médori et salue en lui un de ceux qui ont amené les fonctionnaires à la C. G. T.

Il retrace le rôle prépondérant joué par la Fédération des services publics dans l'amélioration des lois sociales, celle de la stabilité en particulier qui fut rédigée au siège de la Fédération, les efforts de la Fédération en vue de faire aboutir la loi sur les retraites des communaux, en faveur des assurances sociales et pour leur application aux communaux et départementaux.

Son argumentation irréfutable valut à Michaud de vifs applaudissements.

Après avoir demandé la parole, Terrien lève la séance après avoir convié les camarades qui n'en font pas partie, à donner leur adhésion au syndicat confédéré.

Espérons que ces deux réunions de propagande porteront ses fruits.

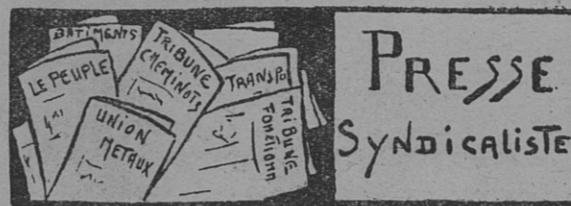
Publications de l'Institut Supérieur Ouvrier ?

A côté des cours par correspondance qu'éditent les Collèges du Travail, le Centre Confédéral d'Education Ouvrière a entrepris la publication en brochures de plusieurs des Etudes de l'Institut Supérieur Ouvrier.

D'ores et déjà, nous pouvons signaler à nos camarades les fascicules ci-dessous :

- 1) Les origines de la Guerre (Préface de F. MILLION).
- 2) L'évolution de l'art dramatique (Préface de L. ZORETTI), avec une Annexe sur le Cinéma.
- 3) La Révolution Russe (sous presses).

Chacune de ces brochures est en vente au prix de 5 francs, au Centre Confédéral d'Education Ouvrière, 211, rue Lafayette, Paris (10^e) - (franco 5 fr. 50).



De "L'Union des Métaux", février 1934.

Quelques réflexions sur le fascisme Hitlérien dont nous devons faire notre profit.

Le fascisme a lié la classe ouvrière allemande à l'exploitation sans frein du patronat.

Les contrats collectifs n'ont plus aucune signification pratique. Les employeurs ont tous les droits. Ils décident de la durée du travail et du taux des salaires.

Les ouvriers doivent « fidélité » à leur chef d'entreprise. Ils peuvent réclamer contre les conditions qui leur sont imposées à un « commissaire du travail » nommé par le gouvernement. Mais toujours, celui-ci approuve l'attitude du patron. Dans les très rares circonstances où il juge que les réclamations des ouvriers peuvent avoir une suite juridique, il les soumet à un tribunal du travail, qui se prononce à leur sujet.

Les effets de ce nouveau système n'ont point tardé à se faire sentir.

Récemment, à Solingen, le grand centre de la coutellerie allemande, une assemblée patronale a voté que depuis le début de 1933, les salaires avaient diminué dans une proportion variant de 16 à 30 %.

Autre exemple : la maison Krupp, qui a repris la fabrication intensive du matériel de guerre, vient de publier son bilan pour 1933. Il résulte de certains chiffres que le personnel a augmenté de 14.000 unités, en raison de cette recrudescence d'activité bien particulière. Par contre, le total des salaires distribués est inférieur de deux millions de marks à celui de l'année précédente.

Du "Peuple", 7 mars 1934.

Pour répondre au désir d'unité qui se manifeste dans les masses prolétariennes, pour vaincre le fascisme naissant, en France, pénétrons-nous de ce bon conseil que nous donne la C. G. T.

La C. G. T. a compris que les disputes médiocres et sans gloire doivent être provisoirement laissées de côté. Quand l'ennemi est à la porte et qu'il frappe à coups redoublés, ce qui importe d'abord, c'est de le chasser. Pour cela, le rassemblement de tous est indispensable : le rassemblement dans une même organisation, sous une même discipline, pour une même bataille.

Du Professionnel des P. T. T., 10 mars 1934.

En manchette de cet organe syndicaliste cette interrogation :

Le Parlement s'est préoccupé de défendre les producteurs de blé ; il cherche aujourd'hui à préserver les petits commerçants dits à prix uniques.

Mais quand donc se souciera-t-il des intérêts du consommateur ?

Le camarade qui a écrit ce dernier ne crie pas assez fort qu'il sera, un jour...

De la "Tribune des Fonctionnaires" du 10 mars 1934.

Charles Laurent examinant la crise de vertu qui passe sur le pays, nous fait part de ses judicieuses remarques :

La grande presse ? On connaît ses méthodes. Ce sont les nouvelles que l'on n'insère pas qui rapportent le plus. On déforme la vérité. On défend habilement, sans trop se démasquer, les intérêts des grands groupes économiques français ou même étrangers... Quand au journalisme, il fut peut-être un temps où c'était presque un apostolat. Cela a bien changé ! La vie est dure. Les goûts sont dispendieux, les salaires normaux misérables. Et l'on se précipite au ministère de l'Intérieur, aux Affaires étrangères, partout où l'on arrose !

Il faut, certes, nettoyer vigoureusement les couloirs du Parlement. Mais, de grâce, n'oublions pas les autres sentinelles !

**Camarades,
Faites vivre votre Presse,
abonnez-vous au "Réveil"**



Des millions de citoyens...

La tentative prématurée du 6 février a averti des milieux paisibles et confiants qui se sont soudain dressés contre l'intention des émeutiers. La province, plus que Paris encore, a prouvé que les libertés ne sont pas sans partisans, sans défenseurs, et que l'illusion que provoque la fièvre d'une grande cité s'évanouit immédiatement en présence de la volonté et de la dignité de tout un peuple résolu à défendre ses droits.

Nous n'avons donc pas lieu de nous alarmer. Il y a, en dehors de la réaction coagulée dans la capitale, en dehors des chevaliers du négoce, des graves trafiquants, de la camelote royale et des avocats fleurdelysés, des millions de citoyens qui ne resteront pas sans énergie opportune et redoutable.

Ainsi s'exprime Raoul Lenoir, dans *Le Peuple*. On ne saurait tirer une meilleure conclusion immédiate des récents événements parisiens.

Autres morts

Pas plus à Fourmies qu'à Villeneuve-Saint-Georges ou à Vigneux, où, au surplus, sans aucun simulacre de sommation, des gendarmes tirèrent sur la foule paisible et tuèrent deux ouvriers, dont un enfant. Y eut-il commission d'enquête ? Que nenni ! On jeta à la prison les protestataires et la Droite applaudit en vociférant.

Comme il est difficile d'être juste ! Comme il est malaisé de vaincre les fantômes de l'autre, d'expulser de la caverne les préjugés individuels !...

C'est en ces termes que R. de M. ramande rappelle opportunément aux réacteurs, d'autres tombeaux, d'autres fosses arrosées de larmes populaires. Cette évocation touchera-t-elle les cœurs de pierre des factieux troyens ? Non, sans doute. Car ces pauvres esprits rêvent d'une aristocratie jusque dans la mort. Mais la mort est égalitaire et notre sang vaut bien le leur.

Un journal idéaliste

Qui dira exactement les mobiles secrets des préparateurs de la bagarre sanglante ? Dans *L'Information Sociale*, Charles Dulot rappelle que, parmi les artisans du grand soir fasciste, *Le Matin* se distingua..., et pour un noble motif :

On se souvient peut-être que dans l'article de tête de ce numéro spécial, faisant état de ce qu'un journal d'opinion avait posé cette question : « Pourquoi *Le Matin* travaille-t-il pour le grand soir ? » — nous avions cru pouvoir répondre : « Probablement parce qu'égaré, tant par l'orgueil de sa puissance que par la fureur de voir dénoncer les fraudes fiscales de l'un de ses directeurs, il s'est jeté, pour frapper plus vite les organisations de fonctionnaires qu'il rendait responsables de ces révélations, sur les premières armes qu'il trouvait à sa portée. »

Ça, c'est de la vertu à 100 % !

Ville Lumière ?

Puisque j'ai devant moi d'éminents représentants de la presse étrangère, qu'il me soit permis de leur donner un simple conseil : qu'ils lisent soigneusement la presse de province. Loin de moi l'idée de vouloir diminuer l'éclat des lumières — Paris, le grandiose Paris, n'est pas toute la France et si vous tenez à avoir une image exacte de la politique française vous la trouverez bien plus complètement réfléchie dans ce grand miroir qu'est la presse provinciale. Elle vous fournira de très riches éléments d'appréciation sur nos tendances morales, sur notre vie nationale, sur nos thèses intérieures et extérieures. Vous recueillerez, en feuilletant nos journaux régionaux ou locaux, des jugements sincères et profonds sur les événements du jour ; vous obtiendrez, en les consultant, les avis les plus sûrs pour vous guider dans vos correspondances, vous trouverez en eux les arbitres les plus clairvoyants de la situation nationale ou internationale.

Cette citation a été tirée, par une revue hebdomadaire, d'un discours récent de M. de Tesson, sous-secrétaire d'Etat, devant des journalistes internationaux.

M. de Tesson a senti, comme nous-mêmes, que la Ville Lumière, au train où vont les choses, ne réfléchira bientôt plus que le pâle éclat d'un or terni...

J'y reviens : il faut boycotter la grande presse parisienne ! La presse de province se doit de nous y aider.

La misère est fasciste

Mais attention ! Ne considérons pas les problèmes de l'heure en surface. Allons hardiment au cœur des drames sociaux présents. C'est dans l'Economique qu'il faut chercher la solution. La Jeune République nous avertit, dans une triste anecdote vécue outre-Rhin, que le fascisme dispose d'une terrible militante : la misère.

C'est un jeune bourgeois, issu d'une famille d'officiers et de fonctionnaires. Quand la guerre s'achève, il a dix ans.

Ayant perdu sa situation, le père se lance dans les affaires : échec.

Puis, c'est l'inflation, suivie de la chute catastrophique du mark : ruine totale.

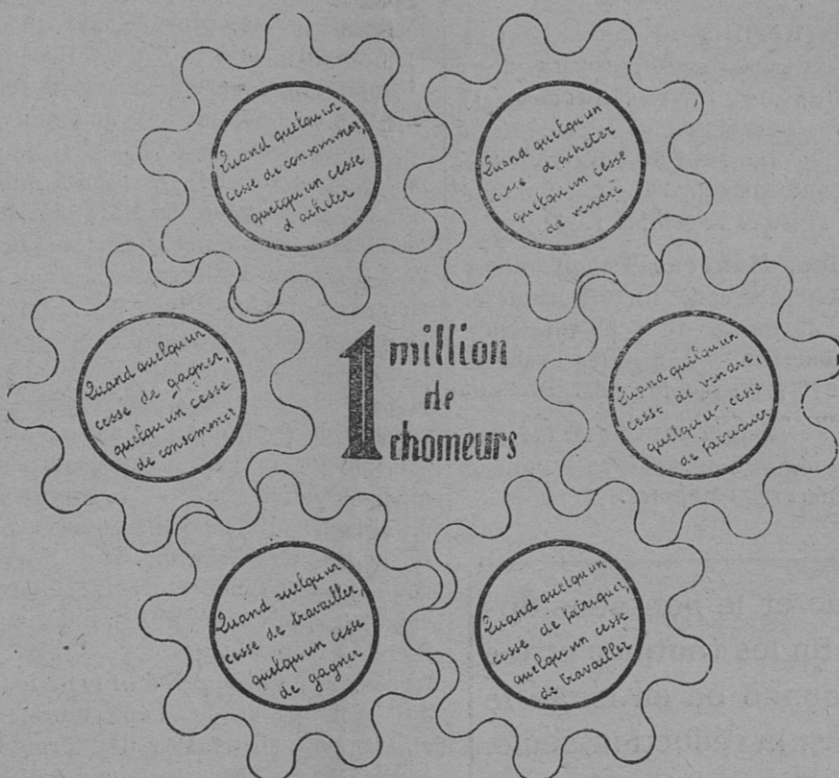
Gêne, dettes, misère : derrière un décor resté bourgeois, voilà ce qui se cache.

Que va donc devenir le jeune homme ? Déjà sa sœur s'est engagée comme dactylo dans une maison de commerce, Officier ? La Reichswehr le refuse comme trop faible. Universitaire ? Les études sont trop chères.

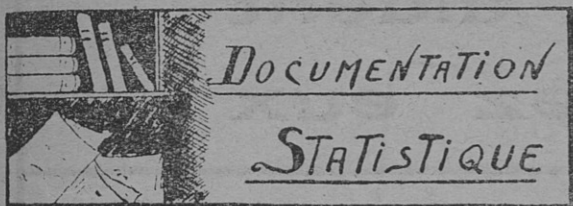
« Me voilà sans métier, sans espoir », conclut le malheureux jeune homme. « Ma sœur avait quitté la maison et on ne savait ce qu'elle était devenue. »

C'est à ce moment qu'il commence à fréquenter les réunions hitlériennes. Elles l'aident, d'abord, à

Contre l'absurde déflation des salaires et des traitements



« Il faut autre chose que la diminution des traitements et salaires pour combattre la crise économique dont la principale victime se trouve être la classe laborieuse. »



La crise économique. Son processus vu par l'écrivain français Francis Delaisi.

Dans une conférence faite à Paris au Cercle d'Etudes du Groupe des Jeunes des P. T. T., Delaisi rappelait qu'au début de la guerre, les économistes déclaraient que les hostilités ne pourraient durer longtemps, car il n'y aurait pas assez de monnaie chez les belligérants pour financer cette entreprise de destruction.

Et cependant, cinq années durant, on a détruit sans compter.

Comment expliquer ce phénomène qui paraît avoir déjoué les théories des professeurs d'économie ?

Par l'inflation sans doute.

Au fur et à mesure que l'on fabriquait des canons et des munitions, on tirait des traites gagées par cette marchandise, mais il n'était pas tenu compte que c'était là une marchandise d'un caractère particulier qui ne se vendait, ni n'était consommée, mais, au contraire, se détruisait tout en détruisant des richesses. En sorte qu'on peut dire que plus on fabriquait de canons, moins il y avait de richesses véritables, mais plus il y avait de signes de richesses. En effet, pour la fabrication des canons, des munitions, l'industrie tirait, comme d'usage, des traites gagées par ces marchandises sans cesse détruites.

Ces traites réescomptées constituaient des capitaux de plus en plus abondants. Paysans, commerçants, s'enrichissaient. Mais parallèlement à cette capitalisation fictive ou plutôt la précédente, survint la vie chère ; l'index des prix passait de 100 en 1913 à 240 en 1920. D'où une première crise à laquelle il apparaît que le capitalisme Yankee lui-même n'a rien compris.

A cette époque, entre 1921 et 1929, les dépôts des banques américaines avaient progressé de 4,3 % témoignant de l'accumulation des capitaux et les capitalistes américains s'ingéniaient à investir cette masse de manœuvre en Europe ou dans les pays circonvoisins.

— 8 milliards furent ainsi investis aux U. S. A., 1200 millions au Canada, 1800 millions en Amérique du Sud pour étendre la culture du blé, du café et faire du corned beef.

C'était le temps de la prospérité sans frein, ni lois. Les capitaux américains prêtés à l'Allemagne à 1 %, étaient placés en Autriche à 3 p. 100, en Hongrie à 8 p. 100, en Roumanie à 12 p. 100 et même 24 p. 100. Ces pays produisirent alors une telle abondance de blé qu'ils ne purent le vendre et, par conséquent, payer leurs dettes. La banque de Vienne culbuta, entraînant en cascade des prêteurs dans sa ruine. Ce fut l'époque où on parla des crédits "gelés", où la banque d'Angleterre qui avait pratiqué la même politique, mais avec de l'argent français cette fois, fut mise en difficultés, et dut faire appel à la Banque de France et à la Banque Américaine pour un prêt de 80 milliards. Et, par contre coup, cette disgrâce amena la déflation des prix anglais, autrement dit l'offensive du capitalisme britannique contre les salaires des ouvriers, des fonctionnaires. Un moment historique, puisque la grève de la grande flotte, sur le point de partir aux manœuvres, fit trembler les forces conservatrices anglaises. Dans la panique la livre, orgueil de la finance anglaise, sombra et l'étalon or fut abandonné.

— Chute verticale qui devait entraîner à son tour celle du dollar américain.

Le monde regorgeait de tout, et déjà les consommateurs, non pas qu'ils soient saturés, mais bien qu'ils manquaient de signes monétaires réduisent leurs achats. Les producteurs américains ne vendaient plus. Il leur fallait cependant vivre et, pour ce faire retirer leurs dépôts des banques. Mais celles-ci, nous l'avons vu, avaient investi en Europe et ailleurs, des capitaux "gelés" et "congelés", et ne purent faire face à la demande de remboursement des déposants. Ce fut la catastrophe, tellement brutale que la panique étreignait tout, gagnant de proche en proche, toutes les banques fermèrent. Le pays qui avait le plus d'or, n'avait plus de monnaie. Ce pays dont nos capitalistes vantaient la prospérité, parce que, disaient-ils, l'étatisme et les doctrines successives des doctrinaires extrémistes y étaient inconnues, ce pays fut ébranlé ; les paysans se révoltèrent, l'armée fut mobilisée.

Vint Roosevelt qui tenta de faire monter les prix, et dont la politique affranchie des préjugés d'école, s'appliqua par tous les moyens à stimuler l'activité et dont l'avenir nous dira s'il a réussi dans sa tentative.

Si nous ne considérons que le silence gardé religieusement à ce sujet par la grande presse aux ordres du capital français, nous pourrions en déduire que ses méthodes portent leurs fruits ; gardons-nous en cependant, et attendons des informations plus précises.

tromper son ennui, à tuer le temps, à vider son trop-plein d'amertume.

Vient le jour où il est admis dans une troupe d'assaut. C'est au moins le gîte et le couvert assurés. Et puis l'uniforme, qui flatte peut-être chez lui, comme chez tant d'autres, un certain amour du panache, offre aussi cet avantage de dissimuler l'usure d'un vêtement civil porté depuis trop longtemps.

Ainsi, le jeune bourgeois de la veille est devenu nazi, soldat d'Hitler.

C'est sur le chemin de la misère et du désespoir qu'il a découvert sa vocation, ou plutôt, qu'elle lui a été imposée.

Jeunes de chez nous, le Syndicalisme travaille à vous épargner le « gîte » hitlérien, le pain noir du fascisme. Aidez-le, pour que votre génération casse bientôt à pleines mains, autour d'une table fraternelle, le pain blanc des joyeuses et vivantes libertés !



De la résiliation du Contrat de Travail ou de Louage de Services pendant la période d'essai.

Le contrat de travail ou de louage de services, nous l'avons déjà fait remarquer, donne naissance à quantité de problèmes sociaux, dont l'un des plus fréquents est celui de la résiliation pendant la période d'essai.

PÉRIODE D'ESSAI, c'est-à-dire le temps plus ou moins long, variable avec les professions, les usages locaux, qui précède la conclusion définitive du contrat qui liera ensuite patron et ouvrier ou employé.

Le contrat de travail ou de louage de services peut-il être rompu pendant cette période d'essai, soit par le patron, soit par l'ouvrier ou l'employé ? En principe, non.

Mais ce principe n'est pas sans comporter des tempéraments.

Un premier : Le contrat qui nous intéresse peut-être résilié pendant la période d'essai, à la condition d'observer les délais de préavis d'usage. C'est tout naturel.

Un second : Le contrat de travail ou de louage de services peut-être rompu, même sans qu'il soit besoin d'observer les délais de préavis d'usage. Mais ici, il faut une convention spéciale, insérée au contrat. Cette convention est licite selon la jurisprudence de la Cour de Cassation (V. Cass. civ. 30 NOVEMBRE 1932, Gaz. Pal. 1933. 1. 211 ; 18 Avril 1932, Gaz. Pal. 1932. 2-483 ; 9 DÉCEMBRE 1929, Gaz. Pal. 1930. 1. 311).

Un troisième, sur lequel il est inutile d'insister, et qu'il suffit de dénoncer : tout motif grave et sérieux permet la résiliation du plan du contrat de travail ou de louage de services pendant la période d'essai.

Mais ce ne sont là que des tempéraments bien définis, limitatifs.

Si on ne se trouve pas dans le cadre de l'un quelconque d'entre eux, il faut revenir à la règle générale, c'est-à-dire, à l'impossibilité de résilier le contrat de travail ou de louage de services, pendant la période d'essai, sans qu'immédiatement et automatiquement, des dommages-intérêts ne soient dus.

D'ailleurs, des dommages-intérêts sont dus en cas de résiliation pour motifs graves et sérieux à l'encontre de la partie fautive.

Qui peut provoquer la rupture ? Indifféremment, le patron ou l'employé ou l'ouvrier. La plupart du temps, la rupture viendra du patron ; il est aussi compréhensible et non moins juste, qu'elle soit provoquée par l'employé ou l'ouvrier.

Ainsi, l'employé ou l'ouvrier embauché pour effectuer un travail A et à qui on fait effectuer un travail B, peut légitimement, dès la période d'essai, rompre le contrat de travail.

En sens inverse, le patron qui a, dès la période d'essai à se plaindre gravement de son salarié, peut résilier immédiatement le contrat de travail.

Toutefois, ces résiliations et ces ruptures rapides sont susceptibles d'être déferées aux Tribunaux compétents et à juste titre d'ailleurs.

Le fascisme ne nourrit pas

Les démocraties sont présentement attaquées comme elles ne l'ont jamais été. Elles soulèvent contre elles de puissants mouvements d'opinion et il advient qu'elles s'écroulent sous les coups qui leurs sont prodigués.

Un des thèmes favoris des adversaires de la démocratie est qu'elle est incapable d'assurer le salut d'une collectivité aux prises avec de sérieuses difficultés. C'est peut-être aller un peu vite en besogne et c'est peut-être confondre fâcheusement l'apparence et le réel.

Nous ne voyons pas que les peuples qui ont accepté ou subi la disparition de leurs libertés démocratiques soient en meilleure posture que les autres. La misère ne les épargne nullement. Prenons quelques exemples.

L'Italie, pays fasciste, a eu, en 1928, 11.200 faillites ; en 1929, plus de 12.900 ; en 1930, 12.200 ; en 1931, 12.500 ; en 1932, plus de 24.300...

En France, pays démocratique, le nombre des faillites pour les mêmes années s'élève respectivement à 5.688 pour 1928 ; 6.090 pour 1929 ; 6.252 pour 1930 ; 7.224 pour 1931 ; 8.012 pour 1932.

En Grande-Bretagne, les chiffres respectivement 4.380, 4.440, 4.420, 4.660 et, pour 1932, 4.980.

En Italie fasciste, la consommation du sucre est en régression, pour 1932, de 18 % ; celle de la bière est en régression de plus de 50 % ; celle du tabac fléchit de 331.000 quintaux à 265.000.

En Italie fasciste, le budget de l'exercice 1932-33 s'est soldé par un déficit de 5 milliards 236 millions. Le déficit de 1933-34 atteindra 5 milliards 300 millions.

En Italie fasciste, le commerce extérieur s'est réduit, de 1930 à 1932, de 48 %.

Ainsi la vertu dominante du fascisme n'est pas d'apaiser la faim des hommes ou de leur rendre l'aisance, c'est, au principal, de leur interdire de clamer leur faim et de revendiquer un sort meilleur.

L'ordre ainsi créé est toute apparence : c'est dans le creux des ventres que git la réalité.

L'oligarchie financière doit être brisée

Une enquête récente établit qu'en 1932, 90 personnes seulement occupèrent 735 places d'administrateurs dans des sociétés importantes, dont 277 dans des compagnies d'assurances, 180 dans les banques, 54 dans les chemins de fer, etc.

Les avocats du capitalisme s'attendrissent toujours sur la démocratie de l'« épargne ».

On sait ce qu'il en faut penser.

La vérité est que ce ne sont point les actionnaires qui sont les bénéficiaires du capitalisme, mais une oligarchie d'administrateurs, très restreinte, très fermée, dont les membres sont d'ailleurs étroitement unis par des liens de famille.

Mais regardons y d'un peu plus près.

Il y a un excellent moyen de le faire : c'est de se tourner vers les compagnies d'assurances, qui sont vraiment au centre du « mur d'argent », tant par leurs liaisons financières entre elles que par leurs rapports étroits avec la haute banque et les grandes entreprises capitalistes.

Il faut se borner à quelques sondages.

Sur 15 régents de la Banque de France, 8 administrateurs des compagnies d'assurances ; sur 27 administrateurs du Crédit National, 9 assureurs ; 7 assureurs sur 22 au Crédit Foncier. Toutes les autres grandes banques offrent un tableau analogue.

Parmi les noms les plus marquants de ces banquiers-assureurs, citons M. Mirabaud (qui est aussi du P.-O.), M. de Neulize (également du P.-L.-M. et du Creusot), M. Sergent (de Suez), M. Renaudin (de l'Est), plus des familles : deux Vernes, deux Rothschild, quatre Mallet...

La situation est analogue pour les chemins de fer : au Nord, 4 assureurs ; 2 au P.-O. ; 8 au P.-L.-M. ; 7 à l'Est ; 5 au Midi.

Et le tableau est loin d'être épuisé ! Il faudrait encore se tourner vers les mines, la métallurgie, les produits chimiques, l'automobile, le textile, les transports maritimes et — bien entendu ! — la grande presse... Le tout sans parler des activités à l'étranger.

On conçoit sans peine l'immense puissance que détiennent cette petite oligarchie, opérant sans éclat, recherchant le plus possible le silence, mais étendant ses tentacules sur toutes les branches de l'activité nationale.

Elle est au centre du mécanisme du crédit, indispensable à cette activité.

La combinaison des assurances et de la haute banque n'est d'ailleurs pas sans raison d'être.

Les assurances sont les grandes ramasseuses de capitaux ; leur industrie, disait Proudhon, est

Les compagnies d'assurances sont les grandes ramasseuses de capitaux

Leur industrie, disait Proudhon, est la seule dans laquelle les capitaux sont fournis par les clients.

la seule dans laquelle les capitaux sont fournis par les clients.

Veut-on une idée de l'énormité des sommes recueillies par les mêmes hommes en tant qu'assureurs et utilisées par eux en tant que banquiers ? Voici donc un tableau des capitaux assurés bruts en 1933 par les principales compagnies d'assurances à primes fixes sur la vie :

Ass. Générales	806.252.916
Union	1.300.500.000
Nationale	787.393.432
Phénix	787.393.432
Paternelle	404.077.456
Monde	240.700.000
Urbaine	379.081.161
Soleil	270.500.000
Confiance	171.908.387
Patrimoine	122.218.975
Abeille	155.700.000
Foncière	138.827.712
France	206.532.259
Aigle	173.685.000
Nord	175.039.055
Séquanais	346.277.630
Populaire	115.000.000
Lloyd de France	256.800.000
Prévoyance	148.970.781
Cie Gén. de Réass.	141.675.000
S. Suisse d'ass. gén.	140.000.000
Vita	96.000.000

Encore l'année dernière a-t-elle été « mauvaise » à raison de la crise. Au total, les capitaux assurés par ces mêmes compagnies étaient en diminution de 86 millions par rapport en 1933.

Peut-on vraiment laisser cette oligarchie maîtresse d'organiser à son gré — et à son profit — la répartition du crédit ? Une démocratie ne peut rester à la merci de ces fous d'argent.

La nationalisation du crédit et le contrôle des banques, que la C. G. T. réclame, sont des mesures indispensables et urgentes.

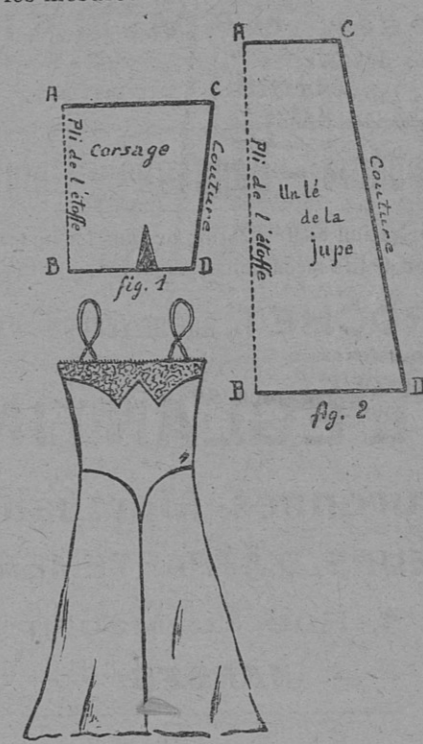


Coupe et assemblage d'une combinaison en forme

Pour couper une combinaison en forme, prenez votre longueur de taille, votre tour de taille, votre contour de poitrine, votre longueur jupe. Coupez 1° le corsage, 2° la jupe.

POUR LE CORSAGE

Prenez deux fois votre longueur de taille, plus 20 à 25 cm. si vous désirez faire une pointe au milieu du devant et au milieu du dos, ce qui fait toujours très bien. Pliez votre tissu en deux, lisière sur lisière, mettez le pli de l'étoffe à votre gauche, portez les mesures suivantes :



A B = longueur de taille.
A C = 1/4 contour poitrine + 4 cm.
B D = 1/4 du tour de taille + 4 cm.

Faites une pince sur la ligne B D, réunissez la ligne C D, coupez le dos exactement comme le devant.

POUR LA JUPE

Prenez la longueur de jupe, divisez en 4 parties égales le tour de taille, prenez un rectangle de tissu ayant comme hauteur la longueur de votre jupe et comme largeur 40 à 50 cm, pliez ce rectangle sur la largeur en deux, mettez le pli de l'étoffe à votre gauche, portez les mesures suivantes :

A B = longueur de la jupe.
A C = 1/4 du 1/2 tour de taille.
B D = 20 à 25 cm.

Réunissez C D par une oblique, coupez trois autres morceaux semblables.

Pour exécuter cette combinaison, assemblez 1° le corsage. Posez le dos et le devant l'un sur l'autre, assemblez les coutures de côté, faites les pinces.

Pour la jupe, assemblez les 4 lés, montez le corsage sur la jupe, soit par une petite pignure ou par un cordon, ce qui fait chic et très soigné.

Le haut de la combinaison sera exécuté par un biais, une incrustation de dentelle, ou des jours.

Pour la Défense de la Liberté

LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL OUVRIER UNE SOUSCRIPTION NATIONALE

La journée du 12 février doit avoir une suite. Le mouvement magnifique qui a soulevé, à côté des syndicalistes, tous les hommes épris de l'idéal de liberté et de progrès, a marqué le réveil d'une opinion que les tenants de la dictature avaient imaginée favorables à leurs desseins.

Un immense effort de propagande reste à effectuer. Le dernier Comité Confédéral en a tracé les grandes lignes et a déterminé le plan d'action de la C. G. T.

Cette œuvre exige tous nos soins, tout notre dévouement. Mais elle ne peut se poursuivre qu'avec un appui matériel important.

Aussi, la C. G. T. vient-elle d'éditer une carte spéciale, que chaque adhérent se doit d'acquiescer, et qui sera prochainement vendue par les trésoriers de section. Le prix minimum de cette carte est de 3 francs.

Contre la dictature fasciste ! Pour le syndicalisme ! Pour la liberté ! Pas un adhérent à la Confédération Générale du Travail ne faillira à son devoir !

L'UNION DÉPARTEMENTALE.

Plus de 11 milliards et demi de largesses ont été consentis au grand capitalisme français en quelques années, mais ce n'est pas tout !

Pendant le même temps, le Trésor public a avancé 1 milliard 883 millions à trois pays étrangers.

Qu'en pensent les contribuables ?

Camardes, nos Annonceurs nous aident
Adressez-vous de préférence chez eux

LA CHATELAINE

VEND à prix égal, la meilleure qualité
à qualité égale, aux meilleurs prix

18 et 20, Rue Crébillon
11, Rue Scribe - NANTES

La Décoration Moderne
— Papiers Peints —
LÉON JAMINAIS
1, Rue des Halles (près la Place du Change)
PEINTURE - VITRERIE Remise 5 %

Orthopédie - Bandages - Ceintures
Fabrication et Réparation de tous les appareils
Location de lits mécaniques, béquilles, gouttières, etc.
L. ROCHET, RUE DE VERDUN - NANTES

A L'EGLANTINE
Couronnes Mortuaires
FLEURS D'APPARTEMENTS
1, Rue du Moulin
— NANTES —

Téléphone 145.44 Remise aux Sociétés

Voyez !... Comparez !...
et vous collectionnerez
les **TIMBRES PRIMLUX**

Le Timbre Primlux

22, Rue du Calvaire
- à NANTES -

Ne donne que des Primes de Choix

DÉSIREZ-VOUS

un BON
PHONO
OU UN
BON POSTE DE
T.S.F.



Venez
Chez

DUIGOU

22, RUE DES HALLES

PHONOS GARANTIS, depuis 250'
POSTES T. S. F. 995

GRANDES FACILITÉS DE PAIEMENT

Mieux et Meilleur Marché... c'est

AUX 3 SPÉCIALITÉS

8, Rue de la Paix - 1 et 3, Rue du Bouffay

Téléphone 113.37 NANTES Remise 5 %

que doivent s'acheter

Linoléums - Tapis

- Toiles Cirées -

E. CHEVALIER

OPTICIEN-SPECIALISTE

2, Rue de l'Echelle **NANTES**
(Bas des Marches du Bon-Pasteur)

REMISE 10 % AUX SYNDIQUÉS

Souscrivez au

DICTIONNAIRE LAROUSSE DU XX^e SIÈCLE

(Les six volumes sont parus)

et toutes Grandes Publications

à la **Librairie Alfred BRELET**

33, Rue de Verdun - NANTES - Tel 147-97

Grandes facilités de paiement

POUR VOS CHAPEAUX ET CASQUETTES

Adressez-vous **Chapellerie MERCIER**

Successeur **CHESNEAU**

8, Place du Pilori - NANTES

Remise 10 % aux syndiqués

PECHEURS !

Voulez-vous de bons conseils pour la saison

Venez consulter nos prix, voyez nos qualités

Ludovic CADIOU Rue Grande-Biesse, 10

(près du Pont de la Madeleine - NANTES)

MODERN'PÊCHE

Laxative - Dépurative - Rafraîchissante **La TISANE de SANTÉ CANDES**

convient parfaitement à tous les tempéraments et ne coûte que 3 fr. 50 la boîte

Dépôt: **GRANDE PHARMACIE de PARIS**

17, Rue d'Orléans et Place Royale - NANTES

Hôtel de l'Univers
PLACE DU COMMERCE RUE LAPÉROUSE, 11
NANTES

P. LEBÉE Tout Confort
Garage à proximité Téléphone 132.60

MEUBLES "BOEFFARD"

2, 3 et 8, Rue Mercœur et

4, Rue du Pont de-l'Arche-Sèche

Le plus chic, le plus solide, le moins cher

LIVRAISON A DOMICILE

Téléphone: 128.37 REMISE 5 %

IMPRESSIONS EN TOUS GENRES

Imprimerie Ouvrière

Rues Pitre-Chevalier et de la Poudrière

ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Faites exécuter tous vos Imprimés à la Coopérative

PROPRIÉTÉ DES SYNDICATS

Robes et Manteaux

Pour Dames, Fillettes et Garçonnetts

M^{ME} E. DRÉAN

8, Quai Fosse (4^e étage) - NANTES

Syndiqués

LISEZ,

DIFFUSEZ

LE PEUPLE

— Quotidien —

du Syndicalisme

LES GRANDS MAGASINS BRUNNER FRÈRES

4 et 6, Rue de Feltre

1, 1 bis et 3, Rue de la Boucherie **Nantes**

VENDENT

LE MEILLEUR MARCHÉ DE NANTES

et donnent les Timbres Primlux

Maison ETOURNEAU

12, Quai du Port-Maillard, 12 - NANTES

Électricité - Fournitures pour installations

— d'éclairage —

Prix avantageux aux ouvriers électriciens

R. C. Nantes 5.775

L'Œuvre Dentaire Sociale de l'Institut Dentaire National

L'INSTITUT DENTAIRE NATIONAL, avec l'assurance du remboursement basé sur le tarif de responsabilité des Caisses, permet l'accès de la Dentisterie, moyennant une contribution personnelle insignifiante. De plus, le contrôle rigoureux de son comité technique de surveillance et le choix du personnel, praticien possédant le diplôme d'Etat qui y opère, L'INSTITUT DENTAIRE NATIONAL assure aux intéressés la sécurité et la qualité dans les soins et travaux pratiqués par ses services.

Le Comité de gestion a en outre créé une Caisse appelée "Caisse des Exclus" pour compenser l'inégalité incompréhensible des plus de soixante ans injustement écartés des avantages de la Loi Cette Caisse a pour effet de les faire bénéficier gratuitement des soins et travaux dentaires.

Le contrôle des "Exclus" compris dans ces conditions, s'effectue par l'intermédiaire de deux services conçus à cet effet :

L'un, à la Bourse du Travail, rue Arsène-Leloup.

L'autre, à La Mutualité (conciergerie) rue Désiré-Colombe.

Les prix officiellement pratiqués à l'INSTITUT DENTAIRE NATIONAL, sont les suivants :

SOINS		DENTIERS	
Extraction, la première	8 francs	Plaque de base	16 65
— les autres	4 —	La dent	16 65
Plombage	12 —	Le crochet	10 »
Traitement racine	12 —		

L'INSTITUT DENTAIRE NATIONAL

Spécialement fondé pour les Assurés sociaux.

23, Place de la Bourse (angle rue de la Fosse), à NANTES.

Le Gérant : A. PÉNEAU

IMP. OUVRIÈRE, R. PITRE-CHEVALIER, NANTES